

L'hon. M. HARRIS: Nous ne discutons actuellement que ce qui se rapporte à mon propre ministère. Je ne crois pas que ce besoin y existe à l'heure actuelle.

M. MACDONNELL (*Greenwood*): Voilà, monsieur le président, la question se pose déjà. Je croyais que, lorsque nous examinons les crédits du ministère qui, à ce qu'il me semble, pourrait être considéré comme chargé de surveiller le rendement de tous les autres étant donné qu'il décide des fonds qu'on leur accordera... je croyais, dis-je, qu'il conviendrait de demander au Ministre s'il n'estimait pas que ces ministères devraient faire l'objet d'une enquête. Mais le Ministre répond qu'il ne peut parler que de son propre ministère.

L'hon. M. HARRIS: En effet. Vous ne vous attendiez pas que je dise que d'autres ministères devraient être soumis à une enquête.

M. MACDONNELL (*Greenwood*): Il me serait difficile de m'exprimer exactement en ces termes.

L'hon. M. HARRIS: Peut-on dire la chose autrement?

M. MACDONNELL (*Greenwood*): Le Ministre est en quelque sorte le chien de garde du Trésor; il est chargé, ainsi que d'autres personnes, de décider s'ils fonctionnent de façon efficace. En conséquence, le Ministre me semblerait bien qualifié pour nous dire si l'intérêt public exige à l'heure actuelle une enquête sur quelque ministère en particulier.

L'hon. M. HARRIS: Je crois qu'il ne vous suffit pas d'exposer simplement ce principe.

M. MACDONNELL (*Greenwood*): Je reconnais qu'il s'agit d'une hypothèse. Je m'exprimerai de façon bien claire. Je dirai qu'on a pas suivi cette méthode et il me semble juste de faire observer que d'habitude on peut considérer que les grandes entreprises privées tiennent autant à l'efficacité que les ministères de l'État. Ce principe me semble admis. Il est normal, dans les grandes entreprises, d'avoir l'esprit ouvert et même de faire appel à des gens de l'extérieur pour étudier le fonctionnement de l'entreprise. Nous savons tous que cette pratique est courante. D'ailleurs, si elle ne l'était pas, il n'existerait pas de cabinets de spécialistes en rendement.

L'hon. M. HARRIS: Certes, mais ces entreprises ne se fondent-elles pas sur une situation qui les préoccupe particulièrement? Ne s'agirait-il pas de décider si elles devraient prendre de l'expansion dans certains domaines, des répercussions que cela entraînerait pour le reste de l'entreprise? Il se pourrait aussi que ce soit parce que la société estime que son essor est étouffé ou que ses ventes sont à la baisse. N'y aurait-il pas quelque raison particulière?

M. MACDONNELL (*Greenwood*): Je crois que les raisons indiquées par le Ministre seraient valables, mais il me semble aussi qu'on effectue souvent de telles enquêtes, non pas à cause d'une circonstance spéciale et momentanée, mais simplement parce qu'on estime bon de faire étudier la situation par des gens nouveaux. Et qu'on me permette de dire en toute humilité que si nous, de l'Opposition, recommandons de suivre cette méthode, c'est que nous répétons chaque année que tous les ministères devraient être mieux administrés.

L'hon. M. HARRIS: Nous continuerons d'étudier votre conseil.

M. MACNAUGHTON: Il me semble que, puisque le Ministre estime que les ministères fonctionnent bien, cela répond à votre question. Vous ne faites aucun reproche précis. Vous vous bornez à déclarer qu'à votre avis on devrait faire appel à des spécialistes en rendement. Mais je ne vois pas qu'on en ait encore prouvé la nécessité au Comité.